

Laurence Fin-Langer
Professeur agrégé
laurence.fin-langer@unicaen.fr

Statut professionnel

Professeur agrégé depuis le 1^{er} septembre 2015, (7^{ème} au concours national de l'agrégation), à l'Université de Caen Normandie, Unicaen, UFR droit, Membre de l'ICREJ
Avancement à la 1^{ère} classe au 1^{er} septembre 2019, avancement local
Maître de conférences à l'Université de Caen entre le 1^{er} septembre 2001 et le 1^{er} septembre 2015
A.T.E.R du 1^{er} septembre 2000 au 31 août 2001 à temps plein à l'Université d'Orléans
A.T.E.R du 1^{er} septembre 1998 au 31 août 1999 à temps partiel à l'Université d'Orléans
Allocataire -moniteur du 1^{er} novembre 1995 au 31 août 1998 à l'Université d'Orléans

Titres et diplômes

Doctorat de l'Université d'Orléans, le 3 juillet 2000

- *L'équilibre contractuel*
- Jury : Mme Catherine Thibierge, directrice de thèse, M. Jean-Louis Sourieux, M.Y. Lequette, M. Denis Mazeaud, M. Joël Monéger
- Mention très honorable, félicitations prix de thèse : Ministère de la recherche

DEA droit économique, Orléans, mention B, septembre 1995

Maîtrise de droit privé, Orléans, mention B, juin 1994

Licence de droit privé, Orléans, mention B, juin 1993

Deug de droit, Orléans, mention B, juin 1992

Principaux enseignements

Formation initiale en présentiel

Enseignements assurés actuellement :

CM de Droit du travail, Relations individuelles en L3 Droit (36h)

CM de Droit du travail, Relations collectives en L3 droit (36h)

Séminaires : Droit du travail approfondi en M2 Droit des affaires/ DJCE (Liberté syndicale, Recrutement, Pouvoir de direction, Rupture du contrat de travail, Mise en place du CSE, Négociation collective d'entreprise, Mobilité internationale, Gestion des absences, Nouvelles formes de travail, Salariés d'une entreprise en difficulté, Licenciement économique, Transfert d'entreprise) (60h)

Séminaires : Droit du travail de la distribution en M2 Droit des affaires/ Droit de la concurrence et de la distribution (10h)

Séminaires : Le contentieux social en M2 Justice Procès Procédure (15h)

Séminaires : La convention européenne des droits de l'Homme et le droit social en M2 Libertés fondamentales (10h)

Séminaires : Le contrat de travail international en M2 droit européen et droit international (4h)

Séminaires : Droit du travail numérique en M2 droit du numérique (10h) (Plateformes, Cyber-surveillance des salariés, Télétravail, Gestion du personnel par les algorithmes, Droit à la déconnexion, outils numériques des IRP)

TD de procédures collectives en M1 Droit

Enseignements assurés précédemment :

CM de Droit du travail, Relations individuelles en L2 AES

CM de Droit du travail, Relations collectives en L2 AES

CM de Droit des affaires en L2 LEA

CM de Droit des contrats en L2 AES

CM de Droit de la responsabilité en L2 AES

CM Introduction au droit et droit des biens en L1 AES et capacité 1^{ère} année

CM Organisations judiciaires en L1 Droit, Alençon

TD de droit du travail en L3 Droit

Formation continue en présentiel

Droit du travail pour des personnes en formation continue non juristes en M2 MAE et le M1 DMO à l'IAE de Caen : en présentiel et à distance (jusqu'en 2019)

Formation continue au profit de professionnels du droit :

- Formation des magistrats de la Cour d'Appel de Bordeaux, « Incidences des procédures collectives sur les instances prud'homales », le 4 juin 2021 (webformation : 6h)
- Séminaires : DU Droit social et entreprise en difficulté, Université de Montpellier, dirigé par A. Donnette, depuis 2019, Instances prud'homales et procédures collectives (6h)
- Séminaires : DU ESALED, Université de Toulouse, dirigé par E. Fabriès-Lecea, depuis 2020 : Le contentieux prud'homal dans les procédures collectives et Les créances salariales (6h)
- Procédure prud'homale, formation de conseillers prud'homaux, Saint-Malo, le 15 novembre 2018
- Procédures collectives : formation pour les huissiers de justice, Université de Caen, juin 2016
- Les salariés dans les cessions d'entreprise en difficulté : formation pour Lexisnexis au profit essentiellement d'avocats, Paris, en 2010, 2011, 2012
- Droit du travail et procédures collectives : formation par l'IFPPC pour les mandataires et administrateurs judiciaires, le 18 décembre 2014, Gosnay (62)
- Droit du travail et procédures collectives : formation pour Paris 2, à destination d'avocats, Paris, 28 novembre 2017
- Droit du travail et procédures collectives : formation pour des magistrats à l'ENM, Paris (9 février 2018)
- Présentation des ordonnances Travail : formation pour des avocats, dans le cadre de l'EDAGO (Ecole des avocats du grand Ouest), à Rennes (16 novembre 2017) et à Caen (23 février 2018, 29 et 30 mars 2018)
- Droit du travail : formation pour les experts-comptables, Caen, Octobre 2014
- Droit des contrats (Crédit Agricole de Caen, le 31 mai 2018) : le contrat d'adhésion
- Droit du travail et réforme du droit des contrats, pour des avocats, dans le cadre de l'EDAGO, à La Baule en août 2016 et à Rennes le 30 novembre 2017, co-animée avec Thibault Douville

Encadrement pédagogique et doctoral

1°) Encadrement de travaux de recherche

Encadrement de la thèse de Fanny Gabroy, « Les droits fondamentaux du travailleur et la révolution numérique », soutenance le 8 avril 2022

Encadrement de la thèse de Ludvig Carlin, « L'indemnisation des victimes d'accidents du sport » soutenance en 2023

Encadrement de la thèse de Jean-Adrien Jouen, « L'optimisation sociale »

Encadre d'un mémoire de recherche janvier 2022 en Master II DIDE : Nina Retroara, « Nouvelles technologies, contrat de travail et règles de DIP »

Encadrement de mémoires pour des étudiants de Master II Droits fondamentaux intitulés « La liberté religieuse dans l'entreprise » et « Le travail des détenus dans les prisons »

Encadrement de projets professionnels pour des étudiants en Master II MAE à l'IAE, étudiants en formation continue

2°) Participation à des jurys

Rapporteur au jury d'HDR d'Annaelle Donnette, Montpellier, 5 mai 2020

Participation en tant que rapporteur au jury de thèse d'Antoine Bacri, Paris Dauphine, le 17 octobre 2016 : La bonne foi dans le contrat : une réflexion via le prisme du droit anglais

Participation au jury d'HDR de Delphine Bazin-Beust le 14 octobre 2016, Université de Caen

3°) Encadrement d'échanges étudiants

Participation au séminaire franco-allemand à Caen entre le 16 mai et le 20 mai 2022

Participation au séminaire franco-allemand à Caen entre le 19 février et le 23 février 2018

Encadrement d'un voyage en Macédoine avec des étudiants de M2 Droits fondamentaux, à l'université de Skopje pour comparer le droit français et le droit macédonien, notamment en droit du travail en février 2013 pendant une semaine

Organisation du séminaire franco-allemand à Caen entre le 29 mars et le 2 avril 2004 : préparation d'un échange d'étudiants avec l'université de Würzburg.

Principales recherches

Principaux thèmes abordés : Droit social, Droit social des procédures collectives, Droit des entreprises en difficulté

1°) Ouvrages :

- « Droit du travail, 22 exercices d'application », Janv. 2020, 1^{ère} éd., Ellipses, 288 pages

- « Fiches de Droit du travail », Ellipses, 7^{ème} édition fusionnant les deux ouvrages précédents dont les Fiches de droit du travail approfondi, 741 pages, 2019. Il reprend les principaux thèmes des relations individuelles et collectives, à destination des étudiants de L3, ainsi que des aspects étudiés en Master, comme la procédure prud'homale, les salariés d'une entreprise en difficulté. Chaque fiche comprend des définitions, le cours agrémenté d'illustrations, de schémas ou de tableaux, un encart sur les points essentiels, une bibliographie approfondissant le cours et un exercice corrigé, le plus souvent sous forme de QCM.

- « Fiches de Droit du travail approfondi », Ellipses, 1^{ère} édition août 2014, 304 pages, 31 fiches à destination des étudiants de Master
- Participation au « Guide pratique des procédures collectives », écrit par Jocelyne Vallansan, Lexisnexis, 2018, 1^{ère} édition (Chapitres 45, 46 et 47), réédition en 2020, réédition prévue en 2022
- Remise à jour du livre « Difficultés des entreprises, Commentaire article par article du Livre VI du Code de commerce » en collaboration avec Jocelyne Vallansan et Pierre Cagnoli, 6^{ème} édition, Litec, 2012
- Publication de la thèse : « L'équilibre contractuel », LGDJ, Bibliothèque de droit privé, T. 366, 2002, 644 pages

2°) Principaux articles et notes de jurisprudence :

Direction scientifique de la revue *Actualité des procédures collectives*

Direction assurée depuis septembre 2009 en collaboration avec Jocelyne Vallansan, Pierre Cagnoli et Florent Petit, à raison de 6 numéros par an environ. Cette direction consiste à rechercher les sources, sélectionner les arrêts les plus pertinents pour les résumer et en faire deux commentaires. Cette codirection est assurée depuis septembre 2021 avec Florent Petit, Bertille Gandhour et Karl Lafaurie. Il s'agit enfin de rechercher pour le numéro suivant deux commentateurs, un parmi le centre de recherche de droit privé et un extérieur à l'université :

- Pour l'année 2022 : n°3, 7
- Pour l'année 2021 : n°1, 4, 7, 10, 13, 16, 17 et 20
- Pour l'année 2020 : n°1, 4, 7, 12, 15 et 18
- Pour l'année 2019 : n°1, 5, 8, 11, 15 et 18
- Pour l'année 2018 : n°1, 5, 9, 13, 16 et 19
- Pour l'année 2017 : n° 1, 3, 9, 13 et 17
- Pour l'année 2016 : n°3, 6, 9, 13 et 15
- Pour l'année 2015 : n°2, 3, 8 et 12, 14, 17 et 20
- Pour l'année 2014 : n° 3, 7, 11, 13, 14, 16 et 19
- Pour l'année 2013 : n°3, 6, 9, 12, 15, 17 et 20
- Pour l'année 2012 : n° 20, 17, 14, 11, 8, 5 et 2
- Pour l'année 2011 : n° 19, 16, 13, 10, 7, 4
- Pour l'année 2010 : n° 18, 15, 12, 9, 6, 3
- Pour l'année 2009 : n° 20, 17 et 14

Participation à la chronique de droit social à la Revue des procédures collectives entre 2014 et 2017 :

Année 2017

- RPC mai 2017 : n°75, 76, 78, 79, 81, 83

Année 2016

- RPC septembre 2016 : n°146, 147, 148, 149, 150, 151, 152 et 153
- RPC mars 2016 : n°53, 55, 57, 58, 62, 64, 65, 69, 71, 74

Année 2015

- RPC mai-juin 2015 : n°48, 57, 58, 59, 61, 62, 63, 66

Année 2014

- RPC novembre : n°168 et 169

- RPC septembre : n°128, 129 et 130
- RPC juillet : n°97, 98, 101, 102 et 103
- RPC mai : n° 64, 68 et 79

Commentaires publiés dans d'autres revues :

En 2022

- « Le sort de l'action indemnitaire des salariés contre la société mère en procédure collective », BJS avr. 2022, p. 47
- « Extension de procédure après la résolution d'un plan de continuation commun », BJS fév. 2022, p. 33
- « Compétence des juridictions prud'homales pour statuer sur le contentieux social d'un pre-pack cession anglais », JCP S 2022, 1024

En 2021

- « Sort d'une demande en paiement d'une créance salariale suite à l'ouverture d'une procédure collective ultérieure », JCP S 2021, 1308
- « Responsabilité du dirigeant : poursuite d'activité déficitaire, faute de gestion spécifique », BJS déc. 2021, p. 39
- « Action en contestation du refus de l'AGS de garantir des créances engagée après la clôture de la liquidation », JCP S 2021, 1246
- « Action directe du liquidateur contre l'assureur du dirigeant poursuivi pour insuffisance d'actif », BJS juin 2021, p. 47
- « Recevabilité d'une action en responsabilité par le dirigeant d'une société en liquidation judiciaire », BJS mars 2021, p. 44
- « Reprise d'une liquidation en vue de l'exécution forcée d'une condamnation pour insuffisance d'actif », BJS fév. 2021, p. 51
- « Aspects de droit social », avec E. Fabriès-Lecea, BJED janv. 2021, p. 72, publication du Webinaire Toulouse, 16 nov. 2020 « Dispositions Covid : quelles mesures pérenniser ? »,

En 2020

- « Contestation désormais possible des licenciements notifiés suite à une liquidation judiciaire pour légèreté blâmable », JCP S 2020, 3010
- « Modalités de la réparation du préjudice subi par les salariés licenciés dans une liquidation judiciaire suite à l'annulation de l'homologation du PSE », JCP S 2020, 2056
- « Dissolution d'une société par réunion de toutes les parts en une seule main : droits du créancier non opposant », BJS sept. 2020, p. 39
- « Une déclaration tardive de l'état de cessation des paiements peut encore être une faute de gestion ! », BJS mai 2020, p. 47

En 2019 :

- « Exclusion de la compétence du conseil des prud'hommes pour annuler une transaction déséquilibrée conclue par un salarié pendant la période suspecte », JCP S 2019, 1217
- « Compétence du tribunal de la procédure collective et application de la règle du dessaisissement », BJS, juill. 2019, p. 56
- « Refus d'annuler une cession d'actions réalisée en présence d'un état de cessation des paiements », BJS, mai 2019, p. 37

« Plan de cession partielle et action en extension de procédure », BJS 2/2019, p. 40
« La sanction des irrégularités du PSE en cas de procédure collective », JCP S 2019, 1030

En 2018 :

« Faillite frauduleuse et remise en cause des licenciements prononcés », JCP S 2018, 1321, JCP E 2018, 1542
« Aggravation de l'insuffisance d'actif et condamnation du dirigeant en cas de faute de gestion », BJS 1/11/2018, p. 649
« Maintien d'un licenciement disciplinaire notifié par le cessionnaire malgré la résolution du plan de cession », JCP S 2018, 1295, JCP E 2018, 1526
« Remise en cause de la cause réelle et sérieuse d'un licenciement prononcé dans le cadre d'une liquidation judiciaire », BJT 1/10/2018, p. 101
« Garantie AGS et dissolution d'une société », JCP S 2018, 1238
« Intervention de l'AGS au profit des salariés travaillant à l'étranger », JCP S 2018, 1174
« Conséquences de l'absence de mise en cause des organes de la procédure collective et de l'employeur à une audience prud'homale », JCP S 2018, 1128
« La prescription de l'action en requalification du CDD peut être contractuellement aménagée », Feuillet Rapide Social Francis Lefebvre 5/2018, n°8
« Les voies de recours d'un actionnaire d'une société placée en procédure collective », BJS 1/7/2018, p. 436
« Exclusion de garantie de l'AGS en cas de prise d'acte notifiée par le débiteur par le salarié après le jugement d'ouverture », JCP S 2018, 1072
« Un office important de la formation des référés : la poursuite de la relation de travail », Cah. Soc. 1^{er}2/2018, n°304, p. 94
« Garantie de l'AGS et rupture du contrat de travail d'un salarié protégé », JCP S 2018, 1014

En 2017 :

« Reclassement : à l'impossible, nul n'est tenu », JCP S 2017, 1421
« Les limites temporelles de l'action en extension pour confusion des patrimoines », BJS 1/11/2017, p. 693
« Le référé probatoire au service d'un contentieux en transfert d'une entreprise », JCP S 2017, 1331
« Quelle responsabilité pour insuffisance d'actifs en cas d'extension de procédure collective ? », BJS 1/5/2017, p. 338
« Absence de représentant des salariés : point de départ du délai de contestation du procès-verbal de carence », JCP S 2017, 1031
« Refus de reconnaître le droit propre de l'AGS d'agir en reconnaissance d'un transfert des contrats de travail », JCP S 2017, 1032

En 2016 :

« Date d'entrée en vigueur de la loi du 28 juillet 2011 instaurant le contrat de sécurisation professionnelle », JCP S 2016, 1384
« Effets des clauses de prise en charge des droits attachés aux contrats de travail transférés prévues dans un plan de cession », JCP S 2016, 1341
« L'exigibilité des avances de cotisations sociales et l'ouverture d'une procédure collective », JCP S 2016, 1324
« Revient-il à l'administrateur ou au liquidateur de licencier les salariés en vertu d'un plan de cession ? », JCP S 2016, 1080

En 2015 :

« La lex fori concursus et les salariés », JCP S 2015, 1438

« Maintien de la compétence de la juridiction du lieu d'exécution habituelle de la prestation de travail malgré l'insolvabilité de l'employeur », JCP S 2015, 1477

« Consultation des représentants du personnel sur le plan de cession », JCP S 2015, 1291

En 2014 :

« Toutes les sociétés de droit privé doivent cotiser à l'AGS : un rappel utile », JCP S 2014, 1417

« Extension de la garantie de l'AGS pour les créances antérieures à un jugement de sauvegarde convertie ensuite en redressement judiciaire », JCP S 2014, 1138

« Vagues de licenciement : quid du PSE ?, » JCP S 2014, 1095

« Extension de la garantie de l'AGS pour les créances antérieures à un jugement de sauvegarde converti ensuite en redressement judiciaire », JCP S 2014, 1138

En 2013 :

« Litige relatif au relevé des créances salariales : compétence du bureau de jugement du Conseil des prud'hommes »: JCP S 2013, 1039

En 2012 :

« Extension de la garantie de l'AGS » : JCP S 2012, 1153

En 2011 :

« Quelle est l'institution de garantie des salaires compétente pour les travailleurs migrants ? » : JCP S 2011, 1581

« Le représentant des salariés dans les procédures collectives est-il une IRP ? » : JCP S 2011, 1390

« Litige en cours au moment de l'ouverture d'une procédure collective : convocation des organes de la procédure » : JCP S 2011, 1155

Entre 2003 et 2009

« Transaction et autorité de la chose jugée » : JCP S 2009, 1284

« Portée de l'annulation d'un jugement de liquidation judiciaire » : JCP S 2009, 1125

« Redressement judiciaire : portée de l'intervention du représentant des salariés » : JCPS 2008, 1617

« Nullité d'un contrat de qualification conclu par l'employeur pendant la période suspecte » : JCP E 2003, 1399

« Application de l'article L. 122-12-1 du Code du travail : garantie de paiement des créances salariales en cas de transfert d'une entité économique » : JCP E 2003, 68

Principaux articles publiés :

« La garantie normative des règles conventionnelles », *in* La garantie normative, Exploration d'une notion-fonction, sous la dir. C. Thibierge et alii, Mare et Martin, 2021, p. 509

« La notion de vulnérabilité en droit privé », Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux (Publication avril 2020, n°18, p. 11 après la journée d'études, Caen, le 7 février 2020)

" La vulnérabilité de l'entreprise individuelle", co-écrit avec Armelle Gorand-Gosselin, Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux, 2020, n°18, p. 83

« Une indemnisation des salariés et des partenaires d'une entreprise en difficulté à repenser », Mélange Corinne Saint-Alary Houin, Lextenso 2020, p. 187

"Le statut particulier des salariés", BJED nov. 2019, p. 48

« Le contentieux social des entreprises en difficulté : bilan 2018 », JCP S 2019, 1121

« L'entreprise, creuset d'intérêts, Les salariés », in Le droit des entreprises en difficulté après 30 ans : Droit dérogatoire, précurseur ou révélateur, PU Toulouse 1 Capitole, 2017, Colloque du CDA du 16 mars 2017, sous la dir. F. Macorig-Venier, p. 77

« Le juge et les salariés d'une entreprise en difficultés », in Mélanges en l'honneur de Jean-Luc Vallens, Ed. Joly, 2017, p. 45

« Les ordonnances du 22 septembre 2017 et la rupture des contrats de travail dans une entreprise en difficulté », avec David Jacotot, Rev. proc. coll. 11/2017, étude 21

« L'équilibre contractuel du bail commercial », in Liber Amicorum en l'honneur du professeur Joël Monéger, Lexisnexis, 2017, p. 181

« L'instance de dialogue social du réseau de franchise », avec Delphine Bazin-Beust, JCP S 2017, 1095 et JCP E 2017, 1114

« Avis de tempête confirmé pour les réseaux de franchise : voici le décret relatif à l'instance de dialogue social », avec Delphine Bazin-Beust, JCP S 2017, act. 2017

« La cession d'une entreprise en difficulté, à la croisée des chemins », RDT 2017, p. 116

« La loi Travail et le droit des procédures collectives », avec David Jacotot, JCP S 2016, 1345, publication aussi Revue Droit des sociétés, 1/12/2016, p. 8

« Les salariés, objets ou sujets de la cession de l'entreprise en difficulté ? », Rev. proc. coll. janvier 2016, Dossier « 30 ans de réforme », art. 17

« La loi Macron et le droit social », avec David Jacotot, Rev. des proc. coll., septembre 2015, Etudes 17

« Que reste-t-il de la loi Florange après la censure du Conseil constitutionnel ? », Rev. proc. coll. 2014, étude 9

« La place de la négociation collective portant sur la rupture des contrats de travail dans les procédures collectives », Rev. proc. coll. 2014, étude 11

« La naissance d'un droit social des entreprises en difficulté ? », avec David Jacotot, Rev. Proc. coll. 2014, dossier 24

« Le statut du représentant des salariés », Rev. proc. coll. mai 2013, étude 14

« Le particularisme des instances prud'homales dans les procédures collectives », Rev. proc. coll. Janvier 2012, dossier 5

« Les aspects sociaux de la cession des entreprises en difficulté », Rev. proc. coll. mai-juin 2010, étude 17

« L'obligation de reclassement à l'étranger », Rev. proc. coll. janvier-février 2009, n°3, p. 14

Fascicules :

Fascicule « Vérification des créances salariales », J. Cl. Procédures collectives, Fasc. 2440, juin 2021

Fascicule « L'URSSAF », J. Cl. Procédures collectives, Fasc. n°2387, juillet 2019

Fascicule « La suspension du contrat de travail » pour le répertoire Droit du travail, Dalloz en 2010, mise à jour avril 2019

Fascicule « Le représentant des salariés », J. Cl. Procédures collectives, Fasc. n° 2440, 2008, remis à jour en 2016

Autres

Participation à un travail collectif entre 2016 et 2018 organisé par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, dans la perspective de créer des textes lois, à insérer dans le Code de commerce, régissant le sort des salariés lorsque leur entreprise est en procédure collective. Ce travail a fait l'objet d'une publication fin 2018 par la CCI de Paris et l'OCED : « Concilier pérennité de l'activité et préservation de l'emploi ».

3°) Principales Conférences

a) Organisation de colloques à l'Université de Caen dans le domaine des procédures collectives :

- « Les créanciers publics face aux procédures collectives », 7 juin 2019, avec Florent Petit et Pierre Cagnoli, Présentation avec Pierre Cagnoli de "La notion de créancier public"
- « Le droit des entreprises en difficulté : le renouvellement des enjeux », 9 juin 2017, avec Florent Petit
- « Les plans », le 10 avril 2015, co-direction avec J. Vallansan et Pierre Cagnoli
- « Loi de sauvegarde : Risques et responsabilités en droit des procédures collectives », le 15 octobre 2010 co-direction avec J. Vallansan, Corinne Regnaut-Moutier et Pierre Cagnoli

b) Participation à des colloques ou des séminaires de recherche :

- Participation le 13 mai 2022 à un colloque organisé par l'Université de Caen par Vincent Orif et Véronique Toudic, sur la réforme de la procédure prud'homale, "La recevabilité des demandes nouvelles"
- Participation au Colloque Toulouse, 15 octobre 2021 "Les 10 ans de l'AJDE", avec E. Fabriès-Lecea, "Le renforcement des droits individuels et collectifs des salariés", BJED mars 2022, p. 82
- Participation au Webinaire Toulouse, 16 nov. 2020 « Dispositions Covid : quelles mesures pérenniser ? » à l'invitation de C. Saint-Alary-Houin, « Aspects de droit social », avec E. Fabriès-Lecea, BJED janv. 2021, p. 72.
- Participation à la journée d'étude de l'institut Demolombe 7 février 2020 : avec Armelle Gorand-Gosselin, « La vulnérabilité de l'entrepreneur individuel ».
- Invitation par Marie-Pierre Dumont-Lefranc, à présenter, lors d'un colloque organisé par l'Université de Montpellier, le 20 juin 2019, "Que reste-t-il du principe d'égalité des créanciers"? , "Le statut particulier des salariés", BJED nov. 2019, p. 48
- Invitation par Philippe Roussel-Galle, à présenter, lors d'un colloque organisé par l'Université de Paris V, le 5 décembre 2018, "L'AGS", avec Jocelyne Vallansan "L'AGS et les plans de redressement"
- Invitation à présenter, lors d'un colloque organisé par l'Université de Bordeaux, le 22 juin 2018 « La pratique des baux commerciaux à l'épreuve des principes fondamentaux des contrats », une contribution sur « Contrat d'adhésion et déséquilibre significatif », Loyers et copropriété, oct. 2018, art. 15
- « L'adaptation du droit du travail au droit des entreprises en difficulté », lors du colloque de Lille, le 24 novembre 2017, invitation du professeur Denis Voinot, Rev. proc. coll. janvier 2018, Dossier n°10, p. 109
- « Les difficultés financières à l'échelle d'un groupe européen à la lumière des ordonnances Travail », invitation du professeur Michel Storck, Université de Strasbourg, le 27 octobre 2017, colloque « L'actualité des procédures collectives, droit français et droit européen »

- Participation à la journée d'étude organisée par l'Institut Demolombe le 7 septembre 2017 sur « La vulnérabilité », dans laquelle j'ai présenté le rapport de synthèse
- Participation au colloque « Le droit des entreprises en difficulté : le renouvellement des enjeux » : introduction avec Florent Petit et « Les débiteurs issus de la nouvelle économie », présentée avec Christine Gailhbaud, Rev. proc. coll. juillet 2017, dossier 6
- « La rupture pour motif économique », colloque de Caen La rupture du contrat de travail, 12 mai 2017, Droit ouvrier août 2017, p. 469
- « Le prix », colloque Caen, « La réforme du droit des contrats », 29 avril 2016, invitation du professeur Christophe Alleaume, non publié
- Invitation de l'AJDE pour présenter à l'Université de Toulouse, avec maître Amizet, une conférence sur « Le particularisme des créances salariales », le 7 octobre 2016
- Invitation de l'AJDE pour présenter à l'Université de Toulouse, avec David Jacotot, une conférence « Les salariés, acteurs de la reprise d'entreprise en difficulté », le 9 octobre 2015
- Présentation lors du colloque à Caen sur les plans le 10 avril 2015, « Les représentants du personnel et les plans », avec Christine Gailhbaud, Rev. proc. coll. 1/5/2015, dossier 47
- Présentation « Le contrat de travail en France », 1^{ère} journée de comparaison franco-macédonienne, le 21 février 2013, à Skopje
- Invitation de l'AJDE pour présenter, à l'université de Toulouse, une conférence dans le cadre d'une journée d'étude organisée le 14 octobre 2011 portant sur Droit social et procédures collectives sur « Le particularisme des instances prud'homales dans les procédures collectives », publiée à la Revue des procédures collectives 2012, dossier 5
- Participation au colloque organisé par l'Université de Caen, Risques et responsabilité dans les procédures collectives, Octobre 2010 : « Les risques encourus par les salariés », présentation ayant été publiée à la Revue des procédures collectives 2010, dossier 10
- Participation au colloque organisé à Caen, le 2 février 2006, par le PRINT sur les créations salariées : « Les statuts de créateur et de salarié sont-ils compatibles ? », invitation du professeur Christophe Alleaume, publié au Droit et patrimoine avril 2006, p. 52
- Présentation « L'harmonisation du droit des contrats », Centre Malher le 21 février 2002, publié « L'intégration du droit du contrat en Europe », in Critique de l'intégration normative sous la direction de M. Delmas-Marty, collection les voies du droit, juin 2004

c) Conférences de diffusion du savoir

Entre septembre 2018 et septembre 2019, j'ai organisé avec Annick Bateau, professeur et Fanny Rogue, maître de conférences, des conférences sur le thème « série TV et droit », à destination principalement des étudiants en droit. Il s'agissait d'une étude des règles de droit au regard des situations illustrées dans des séries télévisées. Le 24 janvier 2019, j'ai ainsi animé la conférence relative aux Droits fondamentaux à travers la série « La servante écarlate ». J'ai traité plus précisément du « Travail dans la République de Gilead », permettant d'expliquer et d'illustrer le travail forcé et l'esclavage, conférence visible sur la chaîne Youtube de l'université de Caen.

<i>Projets en cours</i>

Participation à la rédaction d'un Dalloz Action : Droit social des procédures collectives sous la direction de PM. Le Corre

Mélanges en l'honneur de Bernard Saintourens : L'intervention subsidiaire de l'AGS : un principe en trompe l'œil ?

Refonte du Répertoire Dalloz Travail sur l'ancienneté (pour décembre 2022)

<i>Principales fonctions administratives</i>
--

Codirecteur du Master 2 Droit des affaires/DJCE avec Jean-Christophe Pagnucco depuis septembre 2019

Directeur du Master 2 Droit des affaires/ DJCE septembre 2005 à septembre 2007

Membre du conseil d'administration UFR droit de l'Université de Caen en tant que maître de conférences et en tant que professeur (mandat en cours)

Coordinatrice de l'ACS 01 depuis septembre 2016

Membre du conseil d'administration Université Caen Normandie de mars 2016 à mars 2020

Membre de la Commission des ressources humaines de l'Université Caen Normandie de mars 2016 à mars 2020

Présidente de la Commission des statuts de l'Université de Caen Normandie de mars 2016 à mars 2020

Responsable du pôle droit des affaires au sein du centre de recherche, l'Institut Demolombe 2 ans

Membre du jury d'accès au stage de mandataire judiciaire, Paris de 2016 à 2019

Membre du jury d'accès au CRFPA depuis de nombreuses années

Membre du jury CAPA, Edago de Rennes, Septembre 2021